DE : Monsieur Eric Girard
Ministre responsable de l'Administration gouvernementale
et président du Conseil du trésor suppléant

Le 10 février 2022

TITRE : Règlement modifiant le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1- Contexte

Le présent mémoire porte sur des modifications réglementaires au Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRMSQ). Les modifications proposées s'inscrivent en concordance avec des modifications qui seraient apportées à certains régimes de retraite du secteur public.

La rupture de la vie à deux amène, pour les conjoints mariés ou unis civilement, le partage du patrimoine familial, incluant notamment le régime de retraite. Pour les conjoints de fait qui se séparent, le partage des sommes accumulées dans le régime de retraite est possible depuis 2019 pour la plupart des régimes de retraite administrés par Retraite Québec, dont le RRMSQ.

Ainsi, les conjoints qui se séparent peuvent demander à Retraite Québec d'évaluer les droits accumulés dans le régime de retraite, soit les prestations acquises par le participant ou le retraité. En cas de partage, les sommes attribuées au conjoint lui seront transférées dans l'établissement financier de son choix. Enfin, lorsque les droits accumulés au régime ont été partagés, une réduction attribuable au partage sera calculée par Retraite Québec et s'appliquera de façon permanente à la rente.

Différentes prestations sont payées par le RRMSQ, entre autres, une rente de base relative au service régulier (rente viagère), une rente temporaire payable normalement jusqu'à 65 ans ainsi que de prestations accessoires.

Les prestations accessoires proviennent des cotisations versées par le participant de façon volontaire, en plus des cotisations relatives au service régulier. Ces cotisations optionnelles permettent au participant d'obtenir des prestations accessoires pour améliorer la rente à laquelle il aura droit en vertu du régime. Les cotisations optionnelles seront converties, au moment de la retraite, en prestations accessoires, par exemple, une indexation plus avantageuse de la rente. Aucune cotisation ne provient de l'employeur.

Les règles, hypothèses et méthodes actuarielles utilisées pour déterminer les valeurs actuarielles relatives au partage du régime entre conjoints qui se séparent se trouvent à l'Annexe 1 du texte du RRMSQ, tel qu'approuvé par le gouvernement¹. Des modifications seront proposées ultérieurement à cette annexe afin de mettre à jour certaines hypothèses.

Par ailleurs, lorsque la rente est en cours de versement à la date d'évaluation des droits, le Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (ci-après le Règlement) prévoit les règles, hypothèses et méthodes actuarielles à utiliser pour déterminer les valeurs actuarielles relatives au partage des prestations accessoires entre conjoints qui se séparent. Les modifications proposées concernent la référence à la norme de pratique de l'Institut canadien des actuaires (ICA) qui est utilisée dans cette situation.

Ainsi, le présent mémoire vise à modifier le règlement suivant :

- Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (chapitre R-10, r. 9).

2- Raison d'être de l'intervention

La présente proposition de modification réglementaire est faite en concordance avec une recommandation des Comités de retraite du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) visant à réviser certaines hypothèses actuarielles relatives aux calculs des valeurs actuarielles.

En effet, certaines hypothèses utilisées dans ces régimes n'ont pas été mises à jour depuis plusieurs années et ne reflètent plus l'expérience actuelle de ces régimes ni le contexte des marchés financiers. Ces comités recommandent donc d'introduire au RREGOP et au RRPE des hypothèses économiques et démographiques reflétant des valeurs plus contemporaines. Les modifications réglementaires nécessaires pour mettre à jour ces hypothèses sont en préparation et devraient être présentées incessamment au gouvernement².

Dans cet esprit et par souci de cohérence avec d'autres régimes de retraite du secteur public, des modifications devraient aussi être apportées au Règlement sur le partage et la cession des droits accumulés au titre du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec. Ainsi, pour la détermination des valeurs actuarielles relatives au partage des prestations accessoires entre conjoints qui se séparent lorsque la rente est en cours de versement à la date d'évaluation des droits, les modifications consisteraient à remplacer la référence à une section de la norme de pratique de l'ICA et à retirer la mention d'un document, puisqu'elle n'a aucune valeur ajoutée.

¹ Contrairement à d'autres régimes de retraite du secteur public, dont le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics ou le Régime de retraite du personnel d'encadrement, le texte du RRMSQ ne se trouve pas dans une loi. Il découle plutôt d'une recommandation du Comité paritaire et conjoint conformément à la Loi sur le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec et aux corps de police spécialisés (chapitre R-14) et approuvée par le gouvernement. Le texte du RRMSQ est annexé à la recommandation du ministre de la Sécurité publique.

² Pour le RREGOP et le RRPE, le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement notamment en matière de partage du régime de retraite (article 40 de la Loi sur l'administration publique, chapitre A-6.01).

3- Objectifs poursuivis

L'objectif poursuivi avec ces modifications réglementaires est d'effectuer une mise à jour de la référence à la norme de pratique de l'ICA utilisée pour déterminer les valeurs actuarielles relatives au partage des prestations accessoires entre conjoints qui se séparent lorsque la rente est en cours de versement à la date d'évaluation des droits et de retirer la mention d'un document qui n'ajoute aucune valeur lors de cette détermination.

4- Proposition

Pour déterminer les valeurs actuarielles relatives au partage des prestations accessoires lorsque la rente est en cours de versement à la date d'évaluation des droits, il est proposé, d'une part, de remplacer la référence à la section 3800 de la norme de pratique de l'ICA par une référence à la section 3500, car la référence actuelle n'existe plus dans la norme de pratique. Au cours des dernières années, la section concernant les valeurs actualisées des rentes est passée de la section 3800 à la section 3500. Dans les faits, comme Retraite Québec utilise toujours la version la plus récente de la norme de pratique de l'ICA pour le calcul de ces valeurs, c'est actuellement la section 3500 de la norme la plus à jour qui est utilisée.

D'autre part, il est proposé de retirer la mention du document de 2006³ avec ses modifications futures, car cette mention n'a aucune valeur ajoutée lors de la détermination de ces valeurs. Le fait de préciser que les modifications futures doivent être prises en compte signifie que Retraite Québec doit utiliser la norme de pratique de l'ICA la plus à jour. Or, même en l'absence de cette mention, Retraite Québec utilisera la norme de pratique de l'ICA la plus à jour, car le Règlement ne figurera pas cette norme dans le temps.

Ces modifications ont été préparées en collaboration avec les actuaires de Retraite Québec.

Enfin, les modifications au Règlement nécessitent une étape additionnelle avant leur édicition, soit l'étape de la publication à la Gazette officielle du Québec, et ce, en vertu de la Loi sur les règlements (R-18.1). Dans ce cas, la loi prévoit un délai de publication de 45 jours afin de recueillir tout commentaire de personnes intéressées. Ainsi, à la suite de cette étape, le projet de règlement pourra être édicté.

5- Autres options

Il n'est pas recommandé de maintenir une référence désuète à la norme de pratique de l'ICA, soit celle qui est actuellement prévue dans le Règlement, ni de conserver la mention du document de 2006 avec ses modifications futures, car elle n'a aucune valeur ajoutée.

Pour ces raisons, aucune autre option n'a été évaluée.

³ Il s'agit du document 206036, d'avril 2006, révisé le 1^{er} mai 2006. Ce document contenait les normes de pratique applicables aux régimes de retraite que les actuaires devaient considérer notamment lors du calcul des valeurs actualisées des rentes. Ce document n'est plus à jour, car les normes de pratique sont périodiquement analysées et révisées au besoin.

6- Évaluation intégrée des incidences

Les modifications proposées n'auraient aucun effet sur les calculs concernant les valeurs actuarielles relatives au partage des prestations accessoires entre conjoints qui se séparent lorsque la rente est en cours de versement à la date d'évaluation des droits. Toutefois, elles assureraient une cohérence avec la référence à la norme de pratique de l'ICA qui sera proposée à d'autres régimes de retraite du secteur public et avec le retrait de la mention du document de 2006 et ses modifications futures qui sera aussi proposé à ces régimes.

7- Consultation entre les ministères et avec d'autres parties prenantes

Le Comité de retraite du RRMSQ a été informé des modifications proposées et n'a émis aucun commentaire.

De plus, les modifications réglementaires ont été préparées par Retraite Québec à la demande du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT). Ces modifications s'inscrivent dans un exercice global de mise à jour des hypothèses actuarielles utilisées pour calculer certaines prestations, notamment lors des partages entre conjoints qui se séparent, dans les régimes de retraite du secteur public administrés par Retraite Québec. Dans ce contexte, les travaux ont été réalisés en collaboration avec Retraite Québec et le SCT.

8- Mise en œuvre, suivi et évaluation

La mise en œuvre de la proposition de modification réglementaire serait effectuée par Retraite Québec qui est l'administrateur du RRMSQ. Toutefois, compte tenu de la nature des modifications proposées, cette mise en œuvre n'impliquerait aucun changement pour l'administrateur.

9- Implications financières

Les modifications proposées n'ont pas d'implication financière pour le gouvernement.

10- Analyse comparative

Des modifications réglementaires similaires seront proposées à d'autres régimes de retraite du secteur public afin que la référence à la norme de pratique de l'ICA reflète ce qui est actuellement en vigueur et afin de retirer la mention du document de 2006.

Le ministre responsable de l'Administration
gouvernementale et président du
Conseil du trésor suppléant,

ERIC GIRARD